

CRÉATION D'UNIVERSITÉS PRIVÉES

Les mises en garde du CNES

Les syndicalistes du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) ont dénoncé l'attitude du recteur de l'université Alger III de les avoir empêchés de tenir une conférence de presse prévue hier et destinée à exposer les inquiétudes du corps enseignant, concernant le secteur au premier chef, dont le projet de privatisation de l'université publique au profit des puissances de l'argent avec la bienveillance de l'administration.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Profitant d'un supposé conflit entre deux ailes du Cnes, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fait preuve d'une intrigante célérité en libérant en un espace de temps très court les textes d'application de la loi portant création d'universités privées, alors que le dossier sommeillait depuis l'année 1999.

Une rapidité qui n'a pas manqué d'éveiller les craintes du corps enseignant qui prévient contre une dérive aux conséquences désastreuses. «Le ministère de l'Enseignement supérieur s'est empressé de sor-

tir les décrets d'application qui étaient en attente depuis très longtemps. La tutelle a profité d'un soi-disant conflit qu'elle a créé elle-même pour casser le Cnes authentique et faire passer le texte sans consulter ni les enseignants ni leur syndicat», accuse Azzi Abdelmalek coordinateur du Cnes qui se dit intrigué par cette volonté de créer des universités privées «aussi facilement», démarche «insensée» reprend-il.

A noter que la conférence de presse que devait animer le coordinateur du Cnes au siège du syndicat à l'Institut supérieur du commerce (ex-INC), mitoyen du



Azzi Abdelmalek, coordinateur du CNES.

siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a été empêchée par le service d'ordre du ministère qui a fait preuve de beaucoup de zèle en traitant les journalistes venus couvrir l'événement d'une manière indigne d'un secteur censé former l'élite.

Pour revenir au cœur du sujet, la privatisation enclenchée de l'université publique, selon Noui Djemai chargé de l'information au Cnes, profite aux «gens qui ont le pouvoir et l'argent» et qui aspirent ainsi «à former leur propre élite» pour mieux ensuite s'accaparer les leviers de pou-

voir et faire main basse sur les institutions. «Il peut y avoir aussi autre chose dans cette histoire de privatisation de l'université. Peut-être s'accaparer des structures de l'Etat.

Voire créer deux types d'université, une pour les riches et l'autre pour les pauvres en utilisant les enseignants qui ont été formés par l'université publique», commente M. Azzi.

Les syndicalistes du Cnes déplorent en outre la généralisation de la violence dans l'environnement universitaire et les graves atteintes dont ils sont l'objet. Ils pointent aussi «une banalisation» de la gestion de l'université, accusant les cadres de l'administration de baigner dans les privilèges. «La profession d'enseignant et l'université en général sont en danger par le fait de la banalisation de la gestion de l'université», soulignent les enseignants.

Y. D.

DÉPROGRAMMÉE DEUX FOIS À L'APN

La nouvelle loi sanitaire attend les députés

Le projet de la nouvelle loi sanitaire a été programmé à deux reprises, en décembre et en janvier derniers, pour débat à l'Assemblée populaire nationale, avant de connaître un report. Le ministère de la Santé a, depuis, annoncé que le nouveau projet sera inscrit dans l'agenda de la nouvelle Assemblée et sera probablement examiné à partir du mois de juin prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Aujourd'hui encore, personne ne peut se prononcer sur la date exacte de la programmation, pour débat, de ce projet. La seule certitude au ministère de la Santé c'est que le projet sera sur la table de la nouvelle Assemblée qui sera installée le 23 mai prochain. «Il faut attendre que la nouvelle Assemblée soit installée, qu'elle puisse arrêter son agenda, que les commissions soient constituées et les bureaux élus», nous a-t-on expliqué au ministère de la Santé. Selon ce département, le projet qui a été adopté par le conseil de gouvernement et le conseil des ministres depuis l'année dernière a été reporté en raison du nombre de projets de lois qui a été examiné par la précédente session parlementaire. «La programmation de la loi sanitaire a pris du temps car la session précédente devait déjà examiner un certain nombre de projets de lois, et c'est la même commission, celle de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, qui devait voir ce projet, qui, a aussi discuté le projet de loi sur le travail, entre autre». Ce qui explique, selon le département de Abdelmalek Boudiaf, son report jusqu'à l'installation d'une nouvelle législature.

La nouvelle loi sanitaire qui compte près de 470 articles est censée donner un nouveau souffle et accompagner les changements introduits dans le secteur.

Parmi ses principales nouvelles lignes, l'abrogation de l'activité complémentaire, l'introduction du médecin référent, de l'hospitalisation et des soins à domicile, de la carte sanitaire et de la pyramide des soins, du dossier électronique du malade

et l'évaluation des structures des établissements de santé.

Le projet a également introduit le principe de la contractualisation. Un nouveau mode de financement des structures de santé qui a connu une levée de bouclier en l'interprétant comme étant une remise en question de la gratuité des soins. Or, il s'agit seulement, comme c'est le cas ailleurs, de financer les services de Santé sur la base des activités accomplies. La majeure partie des textes d'application sont déjà préparés, selon le ministère de la Santé, qui veut mettre en œuvre ce nouveau projet directement après son adoption par les deux Chambres parlementaires. Le report du projet par l'Assemblée a, néanmoins, laissé place à la spéculation qui prétend que le projet serait abandonné, contraignant le ministère de la Santé à démentir «la rumeur» à chacune de ses déclarations. La nouvelle loi sur



Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé.

la santé qui remplacera la loi qui gère le secteur depuis 1985 est très attendue par les professionnels de la santé qui souhaiteraient voir le lancement des nouvelles réformes du secteur. Cette réforme sera-t-

elle aussi une priorité pour la nouvelle législature pour l'inscrire parmi les premiers points de sa liste? Le ministère de la Santé reste optimiste.

S. A.

APRÈS LES NOUVELLES MESURES ÉDICTÉES PAR LE MINISTÈRE DU COMMERCE

Les bouchers font de la résistance

Astreints à l'obligation d'afficher les prix et l'origine des viandes, les bouchers ne sont pas tous d'accord avec le communiqué du ministère du Commerce qui l'annonce.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Au marché de Belcourt, les avis des bouchers sont divisés. Un seul boucher sur trois est d'accord pour l'affichage de l'origine. «Cela ne coûte rien et je ne vois pas en quoi cela pourrait gêner. Au contraire, je pense qu'ainsi, mes clients sauront ce qu'ils mettront dans leurs assiettes.»

Un autre plus loin, agacé répond que «cette demande émanant du ministère devrait s'appliquer aux prix fous que nous sommes astreints d'afficher. Pourquoi ne pas faire des démarches pour voir les

prix à la baisse, au lieu de les afficher avec deux zéros derrière ? J'ai de plus en plus du mal à faire écouler ma marchandise et franchement, les gens ne demandent jamais l'origine de la viande, en plus il faudrait déboursier pour ça.», s'empêche-t-il.

Cette exigence du ministère du Commerce se fait «suite à la délivrance de licences d'importation des viandes fraîches et à l'effet de protéger les consommateurs en leur communiquant des informations précises et claires pour leur permettre de choisir librement la qualité du produit étalé, le

ministère du Commerce astreint les bouchers à l'affichage des prix et de l'origine des viandes et à la séparation des viandes fraîches locales de celles importées», précise le communiqué qui explique que cette mesure est prise suite à la délivrance de licences d'importation. Selon la même source, cette astreinte s'impose dans le but de protéger les consommateurs qui ont le droit de savoir la provenance des viandes et ainsi, porter leur choix quant à la qualité des produits étalés.

Pour rappel, selon le ministère du Commerce, 17 000 tonnes de viandes rouges ont été importées depuis le début de l'année en cours, à travers les licences attribuées au titre

de l'année 2016. Ces 19 licences récemment attribuées, pour une première étape, à l'importation de 20 000 tonnes de viandes rouges fraîches. Il faudrait dire également que la culture à la consommation est quasiment inexistante. Si on ajoute à cela l'anarchie commerciale, il est clair que les choses auront des répercussions plus que pesantes. Le partenaire qui a pour rôle d'améliorer et promouvoir la qualité de consommation des Algériens, est la société civile qui peine à jouer son rôle. Les 35 associations dont 5 nationales sont insuffisantes pour défendre les consommateurs qui ignorent complètement leurs droits.

M. A.-S.